



Fiche Identifiant National de Santé n° 8

Gestion des discordances entre traits locaux et traits de l'identité INS

Date : Octobre 2020

Auteur : 3RIV

Que faire en cas de doute sur les traits INS récupérés avec appel du téléservice INSi ? Comment signaler les anomalies ?

Les éléments de réponse

Les tables nationales de référence de l'identité INS sont quotidiennement mises à jour par l'intermédiaire de l'INSEE qui est destinataire des modifications de l'état civil établis par les communes et de la CNAV pour les personnes nées à l'étranger immatriculées (cf. Fiche n° 2). Elles sont normalement en cohérence avec les fichiers du ministère de l'Intérieur utilisés pour la gestion des titres d'identité. Il peut cependant arriver que la pièce d'identité présentée n'ait pas été mise à jour avec les dernières modifications enregistrées par l'état civil ou, exceptionnellement, qu'elle comporte des erreurs.

Les anomalies constatées en matière de gestion de l'identité INS sont susceptibles de concerner tout particulièrement :

- le changement de nom de naissance (exemple : adoption plénière) ;
- le changement de prénom et de sexe (exemple : réassignation sexuelle) ;
- le code commune de naissance (exemple : commune ayant changé de département comme Paris) ;
- la date de naissance (exemple : usager enregistré avec des dates estimées).

Lorsque des différences mineures sont constatées et qu'elles ne mettent pas en question la qualité des traits provenant des bases de référence, c'est l'identité INS qui doit être privilégiée. Il est important, chaque fois que possible, de faire participer l'usager ou son représentant à cette prise de décision.

En cas d'anomalie ne permettant pas de valider la concordance entre les traits de la personne physique et ceux délivrés par le téléservice INSi, il ne faut pas accepter l'identité INS (qui n'est pas modifiable) mais enregistrer les traits d'identité de façon manuelle en lui donnant un statut d'*identité provisoire* (cf. Fiche n° 3) tant que l'écart n'est pas expliqué et/ou corrigé. Le risque serait en effet de propager l'erreur auprès des autres professionnels de santé et d'être à l'origine de la collision de données de santé (mélange entre plusieurs usagers) compromettant la qualité de la prise en charge de l'usager.

Dans tous les cas, il faut inviter l'usager (ou son représentant légal) à effectuer les démarches pour faire corriger les erreurs constatées en s'adressant en priorité à l'état civil de sa commune. Il est également possible d'utiliser un téléservice de l'INSEE pour demander la correction de l'état civil mais il faudra fournir des preuves, tel qu'un extrait d'acte de naissance.



En cas d'erreur d'attribution de l'identité INS à un usager, il est nécessaire d'informer sans délais l'ensemble des professionnels avec lesquels cette identité a été partagée.

Les références à consulter

Annexe VI du volet 1 du RNIV : Évaluation de la cohérence de l'identité INS

Ce qu'il faut retenir

La mauvaise association de l'identité INS à un usager est un risque grave car l'erreur risque d'être transmise aux autres professionnels de santé. En cas de doute sur la concordance des traits, mieux vaut s'abstenir d'utiliser l'identité INS en attendant la correction du problème.

Pour aller plus loin

Téléservice de demande de correction d'état civil auprès de l'Insee :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R49454>.

GUADELOUPE

MARTINIQUE

GUYANE

REUNION

MAYOTTE

BRETAGNE

NORMANDIE

PAYS DE LA
LOIRE

NOUVELLE-
AQUITAINE

OCCITANIE

CENTRE-
VAL-DE-LOIRE

HAUTS-DE-
FRANCE

ILE-DE-
FRANCE

BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ

AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES

GRAND-EST

PROVENCE-
ALPES-CÔTE-
D'AZUR

CORSE